



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

**SECRETARIAT PERMANENT POUR LE SUIVI DES POLITIQUES DE
REFORMES ET DES PROGRAMMES FINANCIERS**

COMMUNIQUE DE PRESSE

Dans le cadre des réformes relatives à la transparence budgétaire, le ministère de l'économie et des finances (MEF) a organisé une réunion de partage d'informations sur le budget de l'Etat, exercice 2023, avec les organisations de la société civile (OSC) et le secteur privé le 30 décembre 2022.

Cette réunion, présidée au nom du Ministre de l'économie et des finances par le Secrétaire permanent pour le suivi des politiques de réformes et des programmes financiers, Monsieur Kpowbié Tchasso AKAYA, actuellement Secrétaire Général dudit ministère, intervient après le vote dudit budget par l'Assemblée nationale le 22 décembre 2022. Elle contribue à l'objectif de renforcer davantage le contrôle citoyen de l'action publique et à l'accessibilité du budget au secteur privé, aux organisations de la société civile et à l'ensemble de la population.

Il convient de signaler qu'en prélude au vote de la loi des finances 2023, les services techniques du ministère de l'économie et des finances notamment ceux de l'Office togolais des recettes et de l'Unité de politique fiscale ont initié des rencontres avec les représentants du secteur privé dont l'objectif est d'apporter des réponses aux problématiques posées par ces derniers et préparer de façon concertée la loi de finances 2023. A la suite de ces rencontres, les représentants du secteur privé ont été reçus par le ministre de l'économie et des finances le 23 décembre 2022.

Concernant la réunion du 30 décembre 2022, elle a été marquée par une présentation du budget de l'Etat, exercice 2023, en mettant en exergue le contexte économique national, régional et international ; les priorités et les choix stratégiques qui ont soutendus son élaboration. Cette présentation a pris également en compte les grandes masses de ce budget, notamment les recettes budgétaires, les dépenses budgétaires et les différents soldes significatifs.

Les inscriptions spécifiques opérées au profit de différents secteurs tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, la sécurité, la police de proximité, l'énergie, le transport routier,

aéroportuaire et portuaire ont été mises en exergue. Un accent particulier a été mis sur les dépenses relatives à la défense dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Par ailleurs, les mesures prises pour renforcer davantage la lutte contre le phénomène de vie chère ont été ressorties. Les progrès du gouvernement relatifs aux dépenses sociales qui représentent pratiquement la moitié du budget de l'Etat, exercice 2023 soit 49,3% ont été démontrés.

Cette deuxième édition de présentation du budget de l'Etat a suscité l'intérêt des OSC et du secteur privé. Ces derniers ont tout d'abord félicité le Gouvernement, à travers le ministère de l'économie et des finances et salué les efforts importants qu'il a engagés au profit des populations dites vulnérables malgré le contexte actuel et son impact sur l'économie nationale.

Cette présentation a été suivie par les échanges entre les représentants du ministère de l'économie et des finances, les OSC et le Secteur privé. Ces échanges ont porté sur les questions suivantes : (i) les réformes en cours notamment la budgétisation sensible au genre ainsi que le niveau de mise en œuvre du budget programme, (ii) les actions de renforcement de la participation du citoyen au processus budgétaire, (iii) l'implication des OSC aux programmes et projets de développement et l'appui institutionnel, (iv) les subventions aux produits pétroliers, (v) la place de la cohésion sociale et du dialogue citoyen dans la planification budgétaire 2023 ; et (vi) les actions en cours pour la mobilisation des ressources de la diaspora.

Les propositions et suggestions ont été formulées à l'endroit du Gouvernement dans le but de renforcer davantage l'inclusivité dans la gestion publique et d'accompagner les OSC dans leurs activités afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le développement inclusif de notre pays.

Le représentant du ministre de l'économie et des finances a remercié les OSC et le secteur privé pour leur participation et leur engagement à œuvrer pour l'avancement de l'action publique. Les services du ministère de l'économie et des finances ont réaffirmé leur disponibilité à poursuivre les échanges avec ces acteurs sur les initiatives et actions de développement que traduit le budget de l'Etat, exercice 2023, en vue de leur permettre de poursuivre leur rôle d'information et de sensibilisation de la population.

Lomé, le 16 janvier 2023.